**CONVENTION DE RUPTURE FONCTIONNELLE APPLICABLE AUX CONTRACTUELS ENGAGES A DUREE INDETERMINEE**

**ARTICLE 10 DU DECRET N°2019-1593 DU 31 DECEMBRE 2019 RELATIF A LA PROCEDURE DE RUPTURE CONVENTIONNELLE DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

Une convention de rupture conventionnelle est conclue entre les deux parties ci-après désignées :

D’une part, l’administration dont relève l’agent :

* Entité administrative d’affection *(dénomination complète de la collectivité)* :
* Direction ou service : ...................................................................................................................
* Adresse postale : .........................................................................................................................
* Représentée par (*nom et prénom)*, autorité hiérarchique OU autorité territoriale OU autorité investie du pouvoir de nomination
* Fonction : .....................................................................................................................................

D’autre part, l’agent :

* Nom et prénom :
* Date de naissance :
* Lieu de naissance
* Adresse postale :
* Téléphone :
* Adresse email :
* Fonction :
* Date de prise de fonction de l’agent sur le poste*:*
* Ancienneté de l’agent dans la fonction publique à la date envisagée de fin de contrat *(chiffres en toutes lettres)*: ...................ans et...................mois.

**ARTICLE 1er :** Préalablement à la signature de la convention de rupture conventionnelle, les parties se sont accordées, au cours d’un / plusieurs entretien(s), sur le principe de la fin de contrat de l’agent :

* Date de l’accusé réception par l’une des parties de la demande de rupture conventionnelle de l’autre partie (au format *JJ/MM/AAAA) :*
* Date de l’entretien **(\*)** (au format *JJ/MM/AAAA) :*
* Agent assisté d’un conseiller désigné par une organisation syndicale de son choix *(rayer la mention inutile)*: OUI/NON
* Si OUI par (*nom, prénom, organisation syndicale l’ayant désigné)*:
* Entretiens supplémentaires facultatifs (*pour chaque entretien supplémentaire, indiquer la date au format JJ/MM/AAAA, la présence d’un conseiller désigné par une organisation syndicale pour assister l’agent, ses nom et prénom, ainsi que l’organisation syndicale l’ayant désigné) :*

**ARTICLE 2**: Les parties conviennent d’un commun accord des conditions de la fin de contrat de l’agent.

**ARTICLE 3** : Montant de l’indemnité de rupture conventionnelle (*somme en toutes lettres)*:

Les modalités de calcul des montants minimal et maximal de l’indemnité spécifique de rupture conventionnelle sont précisée dans le décret n°2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l’indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d’accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles.

**ARTICLE 4** : Solde, avant la date envisagée de cessation définitive des fonctions de l’agent, des congés annuels, des jours d’aménagement et de réduction du temps de travail, des jours de repos compensateur au titre des heures supplémentaires, des astreintes et des interventions au cours de celles-ci.

Les jours inscrits sur le compte épargne temps sont utilisés dans les conditions fixées aux article 3.1, 4 et 5 du décret n°2004-878 du 26 août 2004.

**ARTICLE 5 :** Date envisagée de la fin de contrat de l’agent **(\*)** (*au format JJ/MM/AAAA)*:

Observations éventuelles de l’agent :

Observations éventuelles de l’autorité hiérarchique OU autorité territoriale OU autorité investie du pouvoir de nomination :

**ARTICLE 6**: En signant la présente convention, l’agent déclare être informé des conséquences de la fin de son contrat, notamment l’obligation de remboursement prévue à l’article 10 du décret n°2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique, le respect des obligations déontologiques qui lui incombent et du bénéfice de l’assurance chômage.

L’agent déclare également être informé que l’une ou l’autre des parties dispose d’un droit de rétractation, qui s’exerce dans un délai de quinze jours francs et commence à courir un jour franc après la signature de la convention de la rupture conventionnelle, sous la forme d’une lettre recommandée avec demande d’avis de réception ou remise en main propre contre signature.

Eu égard à la date de signature de la présente convention, le délai de rétractation prend fin le (*au format JJ/MM/AAAA*) :

**ARTICLE 7**: Toute contestation relative à la présente convention de rupture conventionnelle peut faire l’objet d’un recours devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa signature par les deux parties.

La juridiction peut être saisie par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**(\*) Rappels concernant les délais applicables aux procédures de rupture conventionnelle :**

**- l'entretien se tient au moins dix jours francs et au plus un mois après réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre signature de la demande de rupture conventionnelle ;**

**- la signature de la convention a lieu au moins quinze jours francs après le dernier entretien ;**

**- la période de rétractation, d'une durée de quinze jours francs, débute un jour franc après la date de la signature de la présente convention ;**

**- la fin du contrat de l'agent intervient, au plus tôt, un jour après la fin du délai de rétractation**

Fait en double exemplaire à .............. le....................,

Signature de l’agent

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Signature de l’autorité hiérarchique

OU de l’autorité territoriale

OU investie du pouvoir de nomination

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*